

Les salariés ne doivent pas payer la crise et ses conséquences

La crise actuelle n'est pas qu'une crise de la finance. Le ralentissement économique était engagé depuis plusieurs mois. De nombreux économistes parlaient déjà de récession. Cette crise est au coeur des préoccupations des Français. D'ailleurs, de l'aveu même du gouvernement, elle « va avoir des conséquences pour l'ensemble des Français au niveau de l'emploi, du pouvoir d'achat, des impôts, du budget de l'État... ».

Cette crise est-elle une crise financière ou une crise du système ?

Nous sommes face à une crise du système puisque la finance n'est pas séparable du reste de l'économie.

Pendant des années, les banques, les fonds d'investissements et les actionnaires ont exigé des taux de rentabilité de leurs capitaux largement supérieurs à la croissance de l'économie réelle. Qui n'a pas entendu parler de la fameuse exigence de rentabilité de 15 % ou plus ?

Certains fonds d'investissement ont pu afficher des rentabilités de 25 % ou même 30 % !

DEPUIS DES ANNEES, LES RESULTATS FINANCIERS DES GRANDS GROUPES NE CESSENT DE S'ACCROITRE.

Chaque année les bénéfices réalisés par les entreprises et les dividendes versés aux actionnaires battent des records.

DE L'AUTRE COTE, LA PART DES SALAIRES DANS LA VALEUR AJOUTEE DIMINUE AU PROFIT DE LA REMUNERATION DU CAPITAL.

Nous entrons dans une phase de stagnation économique qui, sans mesures correctives, risque de durer au moins 18 mois ou 2 ans.

Elle s'accompagnera de la fermeture d'entreprises, de restructurations.

ON PEUT MEME PENSER QUE DES EMPLOYEURS VONT PRENDRE PRETEXTE DE CETTE CRISE POUR PROCEDER A DES LICENCIEMENTS .

D'où provient la crise financière ?

Aux USA, il existe peu de logements sociaux, type HLM. C'est un modèle de société où on a fait miroiter aux salariés modestes qu'ils pourraient tous être propriétaires en s'endettant sur plus de trente ans (c'est ce type de système qui était dans le programme du candidat Sarkozy).

Or, avec le ralentissement de la croissance aux USA et l'évolution des taux d'intérêts, les propriétaires ayant souscrit ce type de crédit se sont retrouvés dans l'incapacité de le rembourser. Parmi eux, beaucoup sont des salariés précaires menacés d'expulsion de leur logement. On parle de plusieurs centaines de milliers.

Les banques se sont retrouvées avec leurs filiales ou organismes de crédits face à de gros défauts de paiements.

Quelles sont les conséquences pour les salariés ?



Quand des centaines de milliards d'euros ou de dollars s'évaporent, il y a nécessairement des conséquences.

Dans les grandes entreprises américaines, la fermeture signifie que les salariés perdent leur emploi, leur retraite et se retrouvent endettés jusqu'au coup.

C'est pour éviter que cette tragédie se reproduise à l'échelle planétaire que les États sont obligés de venir au secours des institutions bancaires et organismes financiers qui symbolisent le libéralisme économique à outrance.

Au niveau européen, ce n'est pas moins de 2 500 milliards d'euros qui sont mobilisés (dont 360 milliards pour la France) pour couvrir les pertes des banques.

LES RESPONSABLES POLITIQUES DE CES PAYS S'ENGAGENT A ASSUMER LES PERTES DES

BANQUES AUX FRAIS DU CONTRIBUTUABLE.

D'où sortent les sommes considérables mobilisées par les États ?

Depuis des années les



gouvernements successifs, les entreprises et les capitalistes les plus libéraux nous martèlent que les caisses de l'État et des entreprises sont vides.

Pourtant, pour sauver le système financier, les États trouvent soudainement la possibilité de soulever des centaines de milliards d'euros.

POURQUOI CES SOMMES N'ONT JAMAIS ETE ET NE SONT TOUJOURS PAS DISPONIBLES POUR AUGMENTER LES SALAIRES, AMELIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL, POUR METTRE EN PLACE UNE VRAIE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE.

De plus en plus de citoyens s'interrogent, et le sentiment d'injustice monte.

Que propose la Cgt ?

Depuis plusieurs années, la CGT dénonce les politiques d'entreprises basées sur le tout financier.

L'objectif de rentabilisation maximale du capital à court terme de la part des actionnaires, directions des entreprises, rente en contradiction totale avec le développement social, humain, environnemental...

LA CGT RECLAME un droit de veto suspensif des comités d'entreprises sur les licenciements collectifs. Une période de six mois serait ouverte pour dégager, avec les pouvoirs publics et les Directions, des solutions alternatives aux suppressions d'emplois. Ce serait une première étape vers une véritable « Sécurité sociale professionnelle ».

LA CGT PROPOSE une révision générale des mécanismes d'aides aux entreprises. Plus de 65 milliards d'euros en 2007 doivent être réorientés sur la base de critères

transparents pour promouvoir des investissements économiques et industriels. Ces sommes doivent être contrôlées.

LA CGT REVENDIQUE la fin de l'austérité salariale. La consommation des ménages est le moteur économique de la France (plus de 50 % du Pib), on ne peut pas relancer l'économie sans augmenter les salaires et les retraites.

LA CGT AGIT pour promouvoir l'investissement dans l'appareil de production et l'emploi qualifié, stable et bien rémunéré. Elle préconise la mise en place d'un pôle public de financement qui agirait dans l'intérêt économique général et d'une réforme de l'impôt sur les sociétés ;

LA CGT SE BAT pour la mise en place d'une vraie politique industrielle au niveau français et européen, pour sortir des stratégies financières qui dictent la vie des salariés dans les entreprises.

C'EST LE TRAVAIL DES SALARIES QUI CREE DE LA RICHESSE ET NON LA SPECULATION SUR LES MARCHES FINANCIERS. DE L'ARGENT, IL Y EN A ET IL POURRAIT Y EN AVOIR BEAUCOUP PLUS SI TOUS LES SALARIES AVAIENT ACCES A UN EMPLOI.

Dans le cadre d'une semaine nationale d'expressions revendicatives du 24 au 30 novembre,

La Cgt appelle les salariés actifs, retraités et privés d'emploi à un

RASSEMBLEMENT A LILLE

LE 26 NOVEMBRE A 14 H 30

face au siège du Medef - 96 rue Nationale